



19^{ème} session du Conseil des droits de l'homme
Examen des rapports du Comité Consultatif relatifs au droit à l'alimentation
Intervention de S.E.M. Jean Feyder, Ambassadeur, Représentant Permanent du
Luxembourg (Genève, le 14 mars 2012)

Madame la Présidente,

Le Luxembourg remercie le Comité Consultatif pour ses différents rapports présentés.

Il salue en particulier le rapport sur les maladies infantiles et notamment les **enfants touchés par le noma**. Nous serions disposés à coopérer avec nos partenaires de la région sahélienne affectée, pour faire face à ce fléau.

Le Luxembourg souligne de même son intérêt pour le rapport et les propositions concernant la promotion des **droits des paysans** et des autres personnes travaillant dans les zones rurales,

80% des personnes souffrant de faim et 75 % de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté vivent en milieu rural et sont avant tout des petits paysans, des paysans sans terre, des éleveurs nomades et des pêcheurs.

Ce sont **les femmes paysannes qui sont particulièrement discriminées**. Elles représentent 70 % des personnes qui ont faim. En même temps, elles assurent entre 60 et 80 % de la production agricole, et même jusqu'à 80 % en Afrique subsaharienne. Elles subissent toute une série de discriminations et de violations de leurs droits parce qu'elles sont des femmes, qu'il s'agisse de l'accès au crédit, de l'accès à la terre ou des droits d'héritage.

Selon le rapport, chaque année, des milliers de petits agriculteurs sont victimes **d'expropriation, d'expulsions et de déplacements forcés** et ce problème a pris une ampleur sans précédent sous l'effet du nouveau phénomène mondial **d'accaparement des terres**. Ces petits paysans sont ainsi forcés, le plus souvent, à abandonner, sans compensation aucune, leurs maisons, leurs champs et leurs biens. Ils se retrouvent sans la moindre défense face à ces expulsions étant donné qu'elles n'ont aucun titre de propriété, aucun certificat d'accès à la terre et aucun moyen pour faire valoir leurs droits.

En 2011, lors d'un événement parallèle, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Monsieur **Olivier de Schutter** a pris position **en faveur de l'adoption d'un nouvel instrument international** en estimant qu'un tel instrument permettrait de renforcer l'action contre la faim, qu'il faciliterait la reconnaissance de droits non couverts par les instruments existants tels que le droit à la terre et aux semences.

La proposition du Comité consultatif d'une **déclaration sur les droits des paysans** mérite donc une **sérieuse considération**. Le Luxembourg est disposé à appuyer tout effort des pays en développement visant à assurer une meilleure protection des droits des paysans donc d'un groupe social très important, très pauvre, resté jusqu'à présent largement marginalisé, ignoré et discriminé.

Je vous remercie